



PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

A R R Ê T É

Bureau de l'environnement et de la concertation locale

Arrêté préfectoral complémentaire

AREVA

33 rue Lafayette
75009 PARIS

N° 09 - 05930

Stockage de déchets sur la commune d'Issy l'Evêque

Le Préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et l'article R 512-31 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/2174/2-2 du 4 juillet 1997, fixant à la COGEMA des prescriptions techniques visant à garantir l'environnement au voisinage du dépôt de déchets industriels qu'elle a constitué sur le territoire de la commune d'Issy l'Evêque ;

VU le courrier de la société AREVA (ex COGEMA) en date du 12 juin 2009 visant à améliorer la connaissance des anciennes mines d'uranium et de leurs impacts environnementaux ;

VU la circulaire conjointe du Ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer et du président de l'Autorité de sûreté nucléaire en date du 22 juillet 2009 ;

VU l'avis et les propositions de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 03 décembre 2009 ;

VU l'avis du CODERST, dans sa séance du 17 décembre 2009 au cours de laquelle l'industriel a été entendu ;

VU le courriel de l'industriel du 22 décembre 2009 précisant que le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été adressé n'appelait aucun commentaire de sa part ;

CONSIDERANT que pour garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, il est nécessaire de s'assurer que l'organisation du dispositif de surveillance, fixé dans l'arrêté préfectoral du 4 juillet 1997, répond à l'objectif de suivi de l'impact radiologique induit par le dépôt de déchets industriels radiologiquement marqués ;

CONSIDERANT que les objectifs de la surveillance de l'environnement visent notamment à apprécier le comportement au cours du temps des différents ouvrages ;

CONSIDERANT que l'efficacité des techniques à mettre en œuvre pour le contrôle et la maîtrise de l'impact environnemental peut évoluer et qu'il convient sans cesse de se rapprocher des meilleures technologies disponibles ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1ER - BENEFICIAIRE

La société AREVA dont le siège social est situé 33 rue Lafayette, 75009 PARIS, est tenue de réaliser un bilan de fonctionnement pour son dépôt de déchets industriels qu'elle possède sur le territoire de la commune d'Issy l'Evêque.

Le dépôt concerné est situé sur les parcelles référencées section AX n° 53 et 54 représentant une superficie de 2ha 31a 55ca, à l'intérieur des limites figurant sur le plan annexé à l'arrêté du 4 juillet 1997.

ARTICLE 2 - BILAN DE FONCTIONNEMENT

Dans le délai de 6 mois après signature du présent arrêté, puis tous les dix ans, COGEMA réalisera un bilan de fonctionnement de son installation.

Ce bilan, transmis à la préfecture et à l'inspection de installations classées, en deux exemplaires dont un sous format électronique, comprend les éléments suivants :

- une présentation du site et de son environnement, ainsi que le bilan de sa situation réglementaire ;
- une description des déchets et résidus présents sur l'installation en précisant leur origine, leurs caractéristiques (volumes, type, activité...) ;
- un bilan des accidents et incidents survenus depuis le dernier bilan qui ont ou auraient pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;
- une synthèse des moyens de prévention et de réduction des risques accidentels ou chroniques et le positionnement de ces moyens au regard des meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable et par rapport aux recommandations de l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ; cette synthèse inclura notamment une description des dispositifs de surveillance de l'environnement ;
- un bilan des flux et concentrations des polluants et de l'impact radiologique de l'installation, ainsi qu'une analyse de leur évolution sur la période du bilan ;
- une évaluation des principaux effets de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ; un volet particulier traite des effets sur la santé des personnes ;
- les actions mises en œuvre en matière de prévention et de réduction des impacts sur la période du bilan ;
- les mesures proposées pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients éventuels de l'installation
- la démonstration de la minimisation de l'impact radiologique de l'installation.

Une copie de ce bilan est également adressée au ministre chargé de l'écologie et au directeur général de l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - SANCTIONS

En cas d'inobservation des dispositions susvisées, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie d'Issy l'Evêque, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

ARTICLE 6 -EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, Mme la sous-préfète d'AUTUN, M. le maire d'Issy l'Evêque, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'exploitant.

Mâcon, le 23 DEC. 2009

Le préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Maria-Françoise LECAILLON